

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 18 octobre 2026

J'ai rapidement couvert la mobilisation du 17, s'il y avait des erreurs vous pourriez rectifier ou m'informer, merci.

On compte sur vous, car chez nous ici, il n'y a aucun espoir. Les Indiens sont fatalistes, résignés, chacun essaie de s'en sortir individuellement comme il peut, sans qu'on s'attarde sur les moyens auxquels ils recourent pour y parvenir, personne n'a le droit de les juger, on ne juge que les riches ou puissants. Quand on y pense, c'est pour les gosses et les jeunes que c'est le plus dramatique ou triste, car ils ne soupçonnent pas ce qui les attend, quoique, ils mûrissent très vite du fait des souffrances qu'ils endurent.

Ne vous fiez pas aveuglément aux médias dits sociaux ou indépendants.

Ne tenez pas compte des informations en provenance d'Inde, elles sont frauduleuses. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une opération politique initiée depuis les Etats-Unis destinées à déstabiliser Modi et le gouvernement indien. Cette opération figure dans le même registre que les « *Printemps Arabes* » ou les « *révolutions de couleur* ».

Le modus operandi est exactement le même qu'au Bangladesh ou au Népal, à partir d'un agent de retour des Etats-Unis, ils manipulent les étudiants issus des classes moyennes en panne de perspective ou d'emploi pour le compte du Parti du Congrès qui fait figure de principal parti d'opposition au BJP.

La préoccupation du fondateur du Parti du peuple des cafards (CJP), Abhijeet Dipke, est purement électoraliste. Il conteste la réforme électorale lancée par Modi parce qu'elle favoriserait le BJP, c'est à ma connaissance la principale ou le seul motif de ce mouvement social.

Le « *Parti du Peuple des Cafards* » sonne la révolte des démunis à Bahrat

<https://www.voltairenet.org/article225053.html>

Après qu'une polémique eut été déclenchée par le cafard Abhijeet Dipke, reprochant au Président de la Cour suprême, Surya Kant, d'avoir comparé des jeunes chômeurs à des « cafards », il a cru bon de préciser que sa remarque s'appliquait aux personnes entrant dans la profession juridique avec de faux diplômes, mais pas aux jeunes chômeurs en général.

Pour autant, le Réseau Voltaire n'a pas tenu compte de la précision apportée par le Président de la Cour, délibérément ou non, peu importe, comme d'habitude il s'est fié aux faussaires de l'AFP,

histoire sans doute de pouvoir glissé un article contre le gouvernement indien déjà dans le collimateur des Américains, loyauté oblige.

Données sur la situation sociale en France.

Avant la mobilisation du 17 octobre, visualisez comment le coût de l'alimentation a explosé en dix ans en France - franceinfo.fr 17 octobre 2026

https://www.franceinfo.fr/economie/inflation/avant-la-mobilisation-du-17-octobre-visualisez-comment-le-cout-de-l-alimentation-a-explose-en-dix-ans-en-france_8202725.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-meteo&at_send_date=20261017&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1400243

Pression fiscale en France : la taxe foncière a presque doublé en vingt ans - RT 16 oct. 2026

Selon des chiffres publiés par l'Union nationale des propriétaires immobiliers (UNPI), la taxe foncière à laquelle sont assujettis les propriétaires français a, en moyenne, bondi de 93,4 % entre 2005 et 2025, soit deux fois et demie l'inflation. RT 16 oct. 2026

Qu'on se le dise : La France s'apprêterait à basculer officiellement dans le fascisme. Ils en font la promotion ou ils en formulent le vœu, au choix.

- Marine Le Pen victorieuse dans toutes les hypothèses

Au second tour de la présidentielle, Marine Le Pen sortirait victorieuse, quel que soit l'adversaire auquel elle serait opposée.

L'écart serait le plus important en cas de duel face à Jean-Luc Mélenchon, la candidate du RN étant créditée de 69% des suffrages contre 31% pour le leader de La France insoumise dans un tel scénario. BFMTV 18 octobre 2026

J-C – Ce qu'ils ne disent pas, et on comprend pourquoi, c'est que le pays serait totalement alors ingouvernable.

Sans doute n'osent-ils pas aborder les conséquences politiques qui risqueraient d'en découler, à commencer par un effondrement du régime et l'ouverture d'une crise révolutionnaire, qu'ils avaient vu venir, mais à laquelle ils préféraient ne pas croire, et qui pour cette raison leur échapperait totalement. Comme quoi tout n'est pas encore perdu, camarades.

Les fachos n'ont pas le personnel pour gouverner, ils n'auront pas la majorité au parlement, la classe ouvrière ne leur permettra pas d'appliquer leur programme qui amplifierait les mesures adoptées par Macron depuis 2017, entre autres.

Le parti fasciste (RN-FN) n'est pas habilité à s'exprimer sur nos revendications sociales légitimes, il en est l'ennemi politique n°1.

Manifestations du 17 octobre: Marine Le Pen s'en prend à La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon juge "lamentable" la stratégie du maintien de l'ordre - BFMTV 17 octobre 2026

En réaction aux scènes de violences et aux pillages qui ont émaillé les manifestations à Paris, Lyon ou Lille organisées ce samedi 17 octobre, Marine Le Pen a dénoncé *"une prise d'otage par l'extrême gauche"* des *"revendications sociales légitimes"* des personnes qui se sont mobilisés ce samedi 17 octobre. Son adversaire de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a pour sa part critiqué la stratégie de maintien de l'ordre, soulignant le caractère majoritairement pacifique de la mobilisation.

"Les revendications sociales légitimes ont une nouvelle fois été prises en otage par l'extrême gauche et les discours des députés de Jean-Luc Mélenchon qui, en légitimant la violence, en considérant l'ordre comme une oppression et le désordre comme un droit, cherchent à précipiter le pays dans le chaos", a assuré sur X la candidate du RN à la présidentielle.

Candidat Horizons à la présidentielle, Édouard Philippe a estimé sur son compte X que *"la République doit répondre avec la plus grande fermeté aux casseurs qui l'offensent"*, évoquant *"des scènes de chaos insupportables"*. *"L'absence de fermeté dans la réponse pénale ne fera qu'alimenter la colère des millions de Français qui exigent légitimement l'ordre dans le pays"*, a-t-il ajouté.

Le candidat LR Bruno Retailleau a dénoncé une *« violence anti-flic qui se déchaîne »*, estimant que face à cela, *« la force implacable de l'État est la seule réponse possible »*. *« Ces gens ne méritent rien d'autre que la prison »*, a-t-il ajouté, dans le sillage de plusieurs messages de fermeté, publiés notamment par Édouard Philippe ou Sébastien Lecornu.

Ce samedi soir, le Premier ministre a apporté *« tout »* son soutien aux forces de l'ordre *« qui ont affronté une violence d'une extrême intensité »*. *« Les consignes données sont claires : empêcher les exactions, protéger les biens et les personnes, interpellier leurs auteurs et les déférer à la justice »*, a ajouté le chef du gouvernement sur X.

Le garde des Sceaux Gérard Darmanin a pour sa part annoncé sur X avoir donné instruction aux parquets *« d'apporter une réponse judiciaire extrêmement ferme »* aux *« violences urbaines d'une gravité inouïe »*. *« Le placement en détention provisoire doit être requis contre ceux qui s'en sont pris aux forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers, aux bâtiments publics et aux commerces »*, a estimé le ministre de la Justice.

Emmanuel Macron a déclaré que ceux qui ont *« cassé »* et *« pillé »* lors des manifestations seraient *« poursuivis et punis »* et que le pays ferait *« bloc face aux semeurs de chaos qui ne cherchent qu'à abattre nos institutions »*. *« Aucune place pour la violence dans notre République. Ceux qui ont cassé, attaqué les préfectures comme les commerces, pillé jusqu'à nos mairies, seront poursuivis et punis »*, a écrit le président français sur X. *« Nous ferons tous bloc face aux semeurs de chaos, qui ne cherchent qu'à abattre nos institutions et empêchent ceux qui expriment pacifiquement leurs revendications de le faire »*, a-t-il ajouté. Le chef de l'État a par ailleurs exprimé le *« soutien de la Nation aux forces de l'ordre, garantes du droit à manifester »*. (Paris Match) (Il est ultra minoritaire, mais il a raison sur un point, ce sont bien les institutions qu'il faut abattre pour instaurer une République sociale. - J-C)

Contraste total de l'autre côté du spectre politique : Jean-Luc Mélenchon a défilé dans le cortège parisien qui a gagné dans le calme la place de Clichy. Tout sourire au passage de jeunes scandant des « *Jean-Luc président* ». Sur X, il a vertement critiqué la stratégie du maintien de l'ordre à Paris. À Paris, « *le désordre est organisé par le préfet qui interdit l'accès à la place de la République en gazant sans relâche* », accuse-t-il. « *L'affrontement semble être le but de cette stratégie de "maintien de l'ordre". Lamentable* ».

Il a aussi fustigé les images de violences diffusées en continu sur les chaînes d'information. "*Pendant que les chaînes d'info inondent d'images de violence dans des dizaines de villes, tout se déroule dans le calme avec des dizaines de milliers de gens calmement mobilisés*", a déclaré le fondateur de LFI, qui soutient depuis le début du mouvement lycéen et est accusé par ses opposants d'avoir attisé la colère.

Pour Jean-Luc Mélenchon, qui a fait de la jeunesse l'un des piliers centraux de sa stratégie électorale et soutient activement la mobilisation lycéenne depuis ses débuts, l'enjeu politique est de taille. Le candidat salue la « *créativité* » des manifestants mobilisés, leurs pancartes et slogans, qu'il présente comme un « *signal de renouveau* », « *plus puissant que Mai 68* ».

Il a accusé le gouvernement d'avoir « joué avec le feu, en comptant sur le pourrissement » de la situation. « *Vous n'êtes pas un homme d'État. Juste un commis qui est en train de provoquer une crise de régime.* » (Vous pouvez relire les déclarations de Mélenchon pour le vérifier, elles sonnent justes, mais étonnement à côté de la plaque ou creuses, car nulle part il ne dira que ce sont les inégalités sociales abyssales ou l'injustice sociale qui sont à l'origine de la réaction violente d'une partie de la jeunesse, car les jeunes se voient exclus du progrès social. Il leur est interdit de profiter de tous les biens matériels qu'ils voient, que ce soit dans la rue ou dans les vitrines des magasins où ils n'osent même pas entrer, pour quoi faire puisqu'ils sont pauvres, ou à la télé ou encore sur Internet, c'est cette violence qu'ils ne supportent plus, entre autres.

Mélenchon peut difficilement avancer cette argumentation, car il n'a rien à leur proposer. Le Pen et Macron le savent et ils en profitent pour lui taper dessus, c'est bien fait pour sa gueule, il y en a marre de tous ces imposteurs ou traîtres qui font le jeu de nos ennemis finalement. J'ai décidé de rompre avec le discours démagogique des trotskystes, de le combattre, je ne le supporte plus.

En Inde où je vis depuis 32 ans, je baigne quotidiennement dans la pauvreté et la précarité, et je peux vous dire qu'on est plus d'un milliard à n'en plus pouvoir, notre sort est mille fois pire que le vôtre. Imaginez un instant l'état d'esprit que vous auriez, si vous étiez confronté à pareilles conditions, vous diriez stop sans même prendre le temps de réfléchir. Alors je dis stop à tous ceux qui n'entendent pas rompre avec le capitalisme en France, dont Mélenchon. – J-C)

La candidate écologiste à la présidentielle Marine Tondelier, tout juste revenue de son congé maternité, n'a pas non plus mâché ses mots sur la réponse du gouvernement. « *J'en ai ras le bol de la doctrine du maintien de l'ordre dans ce pays. Il faut la revoir et vite, parce que cela devient une atteinte aux libertés publiques. Et, en plus, cela met tout le monde en danger, les manifestants comme les policiers* ».

"*Quand on n'appelle pas les forces de l'ordre à la retenue, quand on les appelle même plutôt implicitement à l'inverse, on produit une flambée de tensions*", a ajouté la cheffe de file des Verts, elle aussi candidate à l'Élysée. "*Les appels au calme, c'est du gouvernement qu'ils doivent venir*".
BFMTV 17 octobre 2026

Paroles de lycéens, étudiants, travailleurs.

Avant le 17.

- Lucie battra le pavé samedi – et rejoindra peut-être un rond-point – pour dénoncer cette hausse des prix devenue intenable pour ses finances. *"Je ne peux me permettre qu'un plein par mois"*, confie à franceinfo cette habitante d'un village de Charente qui a été contrainte de limiter ses déplacements au strict minimum. *"La crise des carburants m'isole encore plus."* Fragilisée par problèmes de santé, cette femme de 60 ans vit d'une pension d'invalidité dont elle connaît le montant "au centime près" : 1 209,67 euros. *"J'aimerais bien pouvoir aller au cinéma, au théâtre, mais tout ça m'est interdit"*, déplore-t-elle.

- A Angers (Maine-et-Loire), Alexandre, 30 ans, et sa compagne subissent aussi la hausse des prix à la pompe. *"Maintenant, notre enveloppe carburant, c'est 200 euros par mois, ça a énormément augmenté."* Une somme qui s'ajoute *"à la hausse du coût de la vie, des loyers"*, énumère cet agent de la fonction publique. Il n'a pas forcément pour habitude de manifester : la dernière fois remonte à la réforme des retraites, en 2023. Mais le fait que la mobilisation du 17 octobre soit *"annoncée depuis longtemps"* lui a permis de mûrir l'idée de rejoindre le cortège. *"Je me suis dit pourquoi pas."* L'émergence des blocages dans les lycées a fini de le convaincre. *"Je suis solidaire de leurs revendications, mais je ne me voyais pas participer jusqu'à présent à une manifestation de lycéens, car je ne suis plus concerné."* Le caractère très large du mot d'ordre de samedi lui a permis de sentir plus légitime.

- Mathilde, 59 ans, a déjà tranché : *"On [la] trouvera dans le cortège aux côtés des lycéens. J'ai envie d'être avec eux, je trouve ça délirant la manière dont ils se font traiter."* Scripte, autrice et réalisatrice, elle entend défendre la *"sauvegarde des services publics, qui sont le ciment de la paix sociale."* *"L'accès à l'éducation, au logement, aux transports en commun et à la santé"* sont autant de raisons de battre le pavé, justifie-t-elle, encore déboussolée par les conditions dégradées dans lesquelles son père malade a récemment été pris en charge par le Samu.

- *"Je suis porté par l'élan des mobilisations lycéennes"*, confirme Kévin, étudiant en histoire de 24 ans, qui veut avant tout montrer samedi son opposition à *"la répression policière"* du mouvement. Le jeune homme a vu, dans son fil d'actualité sur Instagram, Facebook ou encore X, une multitude *"de vidéos de violences commises par la police et parfois, plus à la marge, par des manifestants"*, dont le visionnage a fini par devenir *"difficile à supporter psychologiquement"*. *"J'ai l'impression que manifester est une nécessité, je ne me vois pas faire autrement."*

Le 17.

- (A Bordeaux hier 17 octobre) Eddy, étudiant de 20 ans, essaie de reprendre son souffle après avoir perdu le groupe d'amis avec lequel il est venu manifester. *"Les gens sont très en colère, ils n'en peuvent plus. Trimer toute la journée, pour ne pas pouvoir remplir leur chariot. Mes parents ont travaillé toute leur vie et maintenant, ils ont besoin de l'aide de mon grand frère pour finir le mois"*, explique-t-il à l'AFP.

"Est-ce que tout casser va changer les choses ? Je pense que ça peut être un électrochoc pour les politiques. On ne sait plus quoi faire pour se faire entendre. Les urnes ? On n'y croit pas", ajoute-t-il.

- *"On n'est pas du tout sur la bonne voie, tout est devenu très cher et travailler, ça ne suffit plus",* expliquait dans le cortège initial Isabelle, infirmière libérale qui manifestait pour la première fois de sa vie, avec sa fille étudiante.

"Je ne me voyais pas ne pas venir aujourd'hui", justifiait-elle, tout en ajoutant craindre des violences. BFMTV 17 octobre 2026

- *"A leur âge, j'ai fait Mai-68, j'ai bloqué mon école d'assistantes sociales, raconte la retraitée qui tape dans ses mains. Je les trouve encore plus éclairés que nous à l'époque. Ils sont tout à fait conscients des enjeux."*

"Moi, ma vie est faite. Etre là, c'est leur dire : 'Marie-Thérèse est avec vous, les jeunes !'" FranceInfo 17 octobre 2026

- Céline et Benoît sont aussi venus *"en soutien à la jeunesse"*. Sur leurs pancartes, le message, écrit au feutre, est clair : *"Des moyens pour nos gamins", "fier de nos enfants". "On est parents d'ados tous les deux. Quand vos enfants de 15-16 ans vous disent qu'ils ne croient pas en l'avenir, je vous promets que ça prend aux tripes. Qu'est-ce qu'on peut leur répondre ?"*, interroge la mère de famille de 51 ans.

- Enis, 18 ans, cherche un travail *"dans n'importe quel domaine"*. *"Mais personne ne me répond",* lâche-t-il. Il voudrait s'acheter une voiture, *"mais avec quel argent ?"* Sofiane, 23 ans, agent de sécurité à Courbevoie (Hauts-de-Seine), voudrait enfin avoir son appartement, mais *"c'est juste pas possible"*.

- Clémence, Caennaise de 27 ans : *"J'ai eu des problèmes de santé, et j'ai constaté ce que c'était de ne plus avoir les moyens de bien soigner les gens. Quand l'Etat ouvrira les yeux ?"*, se demande cette employée dans les ressources humaines.

J-C – Pour vous ces témoignages n'ont peut-être pas de sens, pour moi si, parce que j'ai quitté la France depuis 30 ans, pour d'autres Français qui vivent à l'étranger aussi, qui se connectent à notre portail dans plus de 70 pays dans le monde.

Choisis ton camp : Celui des exploités et des opprimés !

Le Premier ministre - *"Soit on est dans le camp de la République et donc des forces de l'ordre, de celles et ceux qui protègent les biens et les personnes et qui appliquent les lois, soit on est du côté des casseurs",* a-t-il poursuivi, lors d'une visite auprès des forces de l'ordre mobilisées dans le centre de Paris, estimant être arrivé à un *"point de non-retour"*. BFMTV 17 octobre 2026

J-C - Il a raison, on est arrivé à un *"point de non-retour"*, le régime dictatorial de la Ve République doit être aboli, et tous ceux qui l'incarnent doivent dégager de gré ou de force !

En complément. Lu dans différents supports médiatiques.

- Des scènes de pillage se sont déroulées dans plusieurs villes de France samedi après-midi, parfois, comme à Paris, à des kilomètres des manifestations autorisées contre la vie chère.

- Vers 17h00 (...) d'autres pillages étaient également signalés du côté de la Madeleine, le tout fort loin de la place de Clichy, dans le nord de Paris, où la manifestation venait de se disperser.

- Les réseaux sociaux montraient d'autres attaques de magasins dans les grandes villes de France, généralement tournées vers des produits populaires chez les jeunes : un H&M, un Decathlon, un Micromania à Lyon, un autre Decathlon à Nice, le magasin Apple de Bordeaux, celui de Lille, une boutique Swarovski à Rouen, un Monoprix à Montpellier...

- Tout le long des 3,6 kilomètres de marche, jusqu'à la place de Clichy, point final de la manifestation, la même colère. Chacun a son histoire, mais on se rejoint sur tout un tas de problèmes.

Ma réaction à ces évènements.

La violence, c'est quand tu vis dans un des pays les plus riches, et que, quel que soit ton âge tu es soumis à la pauvreté et à la précarité, tu n'as aucun avenir ou il s'annonce sombre. Tu es victime d'inégalités abyssales, d'injustice sociale, d'un régime antisocial, esclavagiste, oppresseur, répressif, liberticide, illégitime, au point que tu rejettes toutes les institutions, tu ne veux plus entendre parler du pouvoir, de la loi, de l'Etat.

Tu croules tellement sous les difficultés, que c'est devenu une angoisse lancinante. Tu n'imagines pas un jour en voir le bout, au point qu'il arrive un moment où tu décides de passer outre et de te servir toi-même, puisque personne n'a voulu honorer tes besoins alors que tu le méritais, tu bossais tout de même.

Tu passes ton temps à te faire rabaisser, ridiculiser, humilier, mépriser, insulter, et tu ne devrais pas réagir, tu devrais te laisser faire indéfiniment, sauf qu'il y a une limite aux souffrances injustes qu'on nous impose, au lieu d'attendre d'être frappé une nouvelle fois, on frappe le premier et qu'advienne que pourra.

Bientôt, pour tout ce que ces sadiques nous ont fait endurer de sueur, de peine et de souffrances, afin que ces barbares ne puissent plus commettre de méfaits sur le peuple innocent, nous couperons les bras et les têtes de nos agresseurs, nous leur ferons passer pour toujours l'envie de nous défier ou de nous provoquer, ils cesseront définitivement de nuire à la société.

Organisez-vous au-delà de vos différentes sensibilités politiques, vous appartenez tous à la classe des esclaves, alors rassemblez-vous et lutez ensemble, préparez-vous à l'assaut final, armez-vous théoriquement et pas que. Notre ennemi est pris à la gorge, car son régime économique est en bout de course, il a fait son temps, il a épuisé toutes ses ressources, par conséquent il ne peut pas maintenir plus longtemps son hégémonie de classe, il doit nous céder la place, de grès ou de force nous la prendrons.

Il craint que notre réponse à sa sauvagerie soit violente et il a raison, puisqu'ils résisteront les armes à la main, c'est les armes à la main que nous les vaincrons. Vive la révolution socialiste internationale !

Totalitarisme. La France carcérale.

J-C Voyez comme se manifeste la violence de l'Etat.

S'ils insistent, on les brûlera en place publique, ils le méritent ! A leur régime de terreur, nous opposerons la nôtre pour les dissuader de résister, elle s'appliquera à une minorité contrairement à la leur, donc elle fera beaucoup moins de victimes et elle épargnera les innocents. On leur appliquera une terreur sur mesure, démocratique, donc féroce !

Écrans de fumée sur les particules... Les feux de cheminées interdits autour de Lille - francesoir.fr 15 octobre 2026

À partir du 1^{er} novembre, allumer un feu dans une cheminée ouverte devient une infraction dans 95 nouvelles communes. Cette fois c'est la métropole lilloise qui est concernée, au moment même où des millions de Français peinent à remplir leur assiette, à ceux-là, on leur interdit le petit feu du réconfort. Et une fois de plus ce seront les plus démunis qui souffriront.

Il aura suffi d'un communiqué préfectoral, pour que la flambée du dimanche rejoigne la longue liste de ces petits gestes ordinaires que l'administration a décidé de requalifier en atteinte à l'intérêt général. Dans toutes les communes de la MEL, la cheminée sans porte ni vitre sera proscrite dès le 1^{er} novembre, en chauffage principal comme en appoint, et jusqu'à la bûche allumée comme réconfort, un soir de pluie, un soir de spleen. Et à la clé, une amende bien sûr qui pourrait grimper jusqu'à 1 500 euros. Une broutille pour le smicard qui, un soir de bise, décidera comme appoint de brûler quelques branches sèches ramassées dans la forêt domaniale.

Le motif officiel tient dans le plan de protection de l'atmosphère, approuvé en août 2025, qui impute au chauffage au bois près de 70 % des émissions de PM2,5 de la métropole, un chiffre tiré d'un inventaire des rejets locaux qui ne dit à peu près rien, comme il se doit, sur l'air que respirent réellement les Lillois. En effet une bonne part des particules mesurées dans le Nord se forme dans l'atmosphère à partir de l'ammoniac des épandages et des oxydes d'azote, ou arrive avec les masses d'air venues de Belgique, d'Allemagne et de l'est de l'Europe, comme Atmo Hauts-de-France le rappelle si bien à chaque épisode de pollution. Contre les panaches des bassins industriels voisins, la préfecture du Nord ne peut évidemment rien, ce qui rend la bûche du particulier autrement plus commode à verbaliser. Remplacer l'âtre coûte cher, et la Prime Air de la MEL, comprise entre 1 000 et 2 850 euros, laisse l'essentiel de la facture à la charge du ménage dès qu'il s'agit d'une pompe à chaleur.

Un calendrier qui tombe bien mal, puisque le 12 octobre, comme le rappelait *France-Soir*, une étude OpinionWay pour Action contre la Faim établissait que 13 % des adultes, soit quelque 7 millions de personnes, déclarent manquer de nourriture en France. Et dans ce pays-là, le feu de bois n'a rien d'un caprice, il reste le dernier chauffage qui ne passe ni par compteur, ni par facture, pour ceux qui vont encore ramasser dans les forêts le bois mort.

Mais la ressource elle aussi se raréfie, la loi du 2 février 2023 a créé une contravention pour toute pénétration non autorisée dans une propriété rurale ou forestière privée, dès lors que celle-ci est signalée, avec 135 euros d'amende forfaitaire et jusqu'à 750 euros possible, alors que les trois quarts de la forêt française appartiennent à des particuliers. Reste le bois mort des forêts publiques, toléré au mieux pour un usage personnel et dans la limite de ce que l'on porte à bout de bras.

La cheminée ne fait que s'ajouter à un empilement de règles qui visent, texte après texte, tout ce qui permettait de vivre un tant soit peu en autonomie, en marge du supermarché et du fournisseur

d'énergie. Les poules du jardin doivent être déclarées en mairie et confinées sous filet dès que le "risque aviaire" est relevé, les puits domestiques font l'objet d'une déclaration obligatoire depuis 2009 et tombent sous le coup des arrêtés sécheresse, tout comme l'arrosage du potager, encadré par tranches horaires dès que le niveau d'alerte grimpe. Quant aux semences paysannes, il aura fallu la condamnation de Kokopelli en 2012, puis des années de bataille, pour qu'une loi de 2020 autorise enfin leur vente aux jardiniers amateurs, sans desserrer pour autant l'emprise du catalogue officiel sur les agriculteurs.

Aucun de ces textes n'est réellement défendable, aucune étude d'impact, aucun objectif sanitaire. Mis bout à bout, on dessine une société où l'on peut désormais avoir froid et faim, mais en conformité, sous peine de se voir amputé une bonne part de son salaire à la première incartade.
francesoir.fr 15 octobre 2026

J-C – Ici en Inde on vit un peu en anarchie, sans règle, surveillance ou contrôle, on s'en passe très bien, on ne vit pas plus mal, on ne meurt pas plus, on ne s'en plaint pas, au contraire ! C'est un des seuls bonheurs qu'on a ici ou qu'il nous reste.

Le langage de la réaction par un maoïste, Bruno Guigue. Toujours du côté du manche.

J-C -J'ai reçu un nouveau courriel qui m'a agacé, j'avais indiqué à son auteur que je ne souhaitais plus recevoir sa prose. Tant pis pour lui !

A l'issue de cette confrontation d'idées, vous pourrez distinguer plus facilement un marxiste socialiste, d'un maoïste et sa conception du communisme à la Xi !

Le maoïste, Bruno Guigue, ex-sous-préfet nommé par Mitterrand, Chirac et Sarkozy, nous livre sa conception de l'ordre.

Il ne lui viendrait pas un instant à l'esprit qu'ils n'ont que cette forme de "protestation" pour s'exprimer, toutes les autres étant hors de leur portée ou réservées à des privilégiés.

B.G - Quand des scènes de destruction et de pillage viennent polluer une immense protestation populaire, qui est responsable ?

J-C - La haine de la jeunesse envers tout ce qui représente l'ordre établi n'est pas un "poison", elle est légitime.

B.G - Cette montée de la haine qui s'est répandue comme un poison, tout cela ne vient pas de nulle part.

J-C - Le "chaos" serait l'œuvre de jeunes en marge du mouvement ouvrier corrompu traités d'"imbéciles", que dire de l'auteur de ces lignes, sinon qu'il en fait partie ! Encore un nostalgique de la "grandeur de la France" impériale et coloniale, chère aussi à Mélenchon.

B.G - C'est pourquoi le chaos dans la rue n'est pas seulement l'œuvre des imbéciles, des provocateurs et des flics infiltrés.

Il est la traduction du chaos organisé par des corrompus qui ont ruiné la France et l'ont vendue à l'encan pour gaver des milliardaires et financer une guerre stupide.

J-C - Et logiquement, le voilà garant de leur "*République*" ou la dictature de la bourgeoisie. Pour un peu l'ex- sous-préfet maoïste se verrait bien reprendre du service ! Nunez pourrait le missionner !

B.G - Dans une République normalement constituée, les forces de l'ordre doivent maintenir l'ordre, c'est-à-dire garantir le bon déroulement des manifestations.

Lamentable ! Après avoir roulé les mécaniques pendant une semaine devant des adolescents, les Robocops de Nunez ont failli à ce qui devrait être leur mission.

J-C - L'opportunisme des partis et des dirigeants du mouvement ouvrier suffit amplement à jeter les masses dans les bras de la pire réaction !

B.G - En effrayant un électorat abreuvé de scènes apocalyptiques, la classe dominante espère un sursaut réactionnaire, elle compte sur la grande frousse qui fait voter à droite.

J-C - Où a-t-il vu qu'il existerait une "*gauche de rupture*", où a-t-il vu jouer qu'un candidat à la présidentielle incarnerait "*un projet d'avenir*" ? Il a dû confondre avec un couteau sans lame !

B.G - Inutile de dire que, dans sa réflexion stratégique, la gauche de rupture a sérieusement intérêt à méditer ce précédent.

En politique, avoir raison ne suffit pas. On peut exprimer des idées fécondes, incarner un projet d'avenir, et se faire battre à plate couture.

J-C - En politique, il n'y a rien de pire que croire avoir raison... surtout quand on a tort ! On peut s'en accommoder ou le nier, n'est-ce pas ? C'est malhonnête. Qui y fera attention ?

Lu dans un article publié par un média dit indépendant (Réseau International).

Connerie ou infantilisme ?

- "*Les mauvais policiers et leurs chefs savent désormais qu'il y a en face d'eux, une arme bien plus efficace que leurs grenades de «désencerclement» remplies de TNT et leur fusils LBD40, un smartphone, un simple smartphone, qui les met en joue pacifiquement.*"

J-C - On n'ose même pas imaginer ce qu'ils pensent "*des bons policiers et leurs chefs*", ils doivent leur faire une bise sur la joue... "*pacifiquement*" !

- "*Du coup le rapport de force avec les médias mainstream s'inverse : si ces médias ne montrent pas les images, la désinformation est évidente et ils perdent toute crédibilité. S'ils les montrent, ils participent eux-mêmes, en dehors de leur volonté, à dénoncer les violences. Échec et mat.*"

J-C - En a-t-il été un jour autrement ? Non, jamais ! Un lieu commun ou un sophisme.

- "*Et cela d'autant plus que les jeunes ne regardent plus la télé mais sont sur les réseaux sociaux.*"

J-C - En 1975 j'avais 20 ans, ni moi ni aucun de mes très nombreux copains et nombreuses copines ne regardaient la télé. Et quand l'année suivante j'ai loué une pièce et que j'ai commencé à vivre seul, je n'ai pas acheté de télé, il m'a fallu attendre de vivre en ménage avec ma future épouse en 1978 pour que je la regarde parce qu'elle en avait acheté une toute petite portative noir et blanc, qu'on regardait rarement ou juste pour voir des films. Les jeunes n'ont jamais été accros à la télé.

- *"Ils ne restent alors, autour de la télé, que les personnes âgées ou ces «jeunes- vieux» qui regardent vers le passé et le Rassemblement national (RN), qui ont la nostalgie de l'autorité sévère des maîtres d'antan et des punitions corporelles, les mêmes qu'ils préconisent d'appliquer, bien plus dures encore, aux manifestants."*

J-C - Quel mépris envers les travailleurs ! Car à ma connaissance, il y a très peu d'habitations en France où il n'y a pas au moins un poste de télé, et pas un écran minuscule, non, des grands écrans de préférence, chez tous les membres de ma famille en France.

- Le peuple des jeunes réussit déjà là où ses aînés n'avaient pu parvenir, réclamant et obtenant la proscription des armes les plus cruelles.

J-C - Le ministre de l'Intérieur a déclaré qu'elles étaient rétablies pour les manifestations du 17 octobre, donc encore une fausse annonce.

Les médias dits alternatifs ou indépendants sont très souvent un dépotoir où des déchets viennent déverser leurs fantasmes de petits bourgeois refoulés ou épancher leur mégalomanie. Ils sont généralement atteints de névroses obsessionnelles, ce qui les amène à substituer à la réalité leurs propres récits qui reposent essentiellement sur le déni et le sophisme. Ils évitent soigneusement d'évoquer la nécessité d'un changement de régime politique et économique, et ils ignorent la lutte des classes, qui, combinée à la crise du capitalisme, détermine la marche du monde, d'où leur incapacité à proposer une issue politique conforme aux besoins et aspirations des travailleurs.

Ils appartiennent pratiquement tous à la catégorie de l'opposition contrôlée, c'est-à-dire, qui est subordonnée au régime en place, au capitalisme qu'ils entendent réformer, mais surtout pas renverser, en cela, ils figurent dans le camp de la réaction et des ennemis de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier et du socialisme.

Un exemple.

- *"En conclusion, si depuis un bon siècle nos élites ont été sélectionnées selon un mode dégradé, on ne peut s'empêcher d'y voir une relation de cause à effet dans l'effondrement occidental face à la montée en puissance de cultures multimillénaires. Il est également légitime de se demander en quelle proportion lesdits «hauts QI» sont-ils réellement intelligents du fait d'être doté peu ou prou de la part sensible ?"*

J-C - Ce passage vient d'un article consacré au quotient intellectuel et à l'IA et ses méfaits.

"L'effondrement occidental" ne serait pas dû au développement du capitalisme avec ses contradictions et limites à l'échelle mondiale, non, il proviendrait du fait que *"nos élites ont été sélectionnées selon un mode dégradé"*, et quand ils évoquent une crise ou une guerre, ils tiennent le même raisonnement foireux, l'économie est ravalée au second rang au profit de jeux de pouvoir au niveau des puissants ou des élites, afin de pouvoir suggérer qu'il suffirait de changer le personnel au sein de l'Etat et non le régime économique, pour satisfaire les besoins ou aspirations des masses,

sauf que cette recette de dilettantes n'a jamais fonctionné. Ce sont donc des contre-révolutionnaires au service de la réaction et rien d'autres.

Ils sont dingues à propos de l'IA, presque tous les jours je lis au moins un article délirant sur ce sujet, ils sont aussi hystériques que les autres sur le climat ou les virus, la "*menace*" russe ou chinoise.

Italie.

"Comme en France" ? L'Italie secouée par un début de contestation - AFP 16 octobre 2026

L'automne s'annonce agité en Italie avec la multiplication de mouvements de contestation liés au coût de la vie, des carburants et du logement mais aussi à l'éducation, certains manifestants rêvant de faire "*comme en France*".

Des agriculteurs et des transporteurs ont bloqué plusieurs axes routiers cette semaine dans les Pouilles, en Calabre et en Sicile (sud) pour protester contre la hausse des prix des carburants, ralentissant ou empêchant leur transport, et risquant de compromettre la production de pâtes faute de livraisons de blé.

Le syndicat de transporteurs Confrasperto menace désormais d'un "*blocage national*", dénonçant "*le climat de tension créé par l'insoutenable situation liée à la flambée des prix de l'énergie*".

Vendredi matin, plusieurs milliers d'étudiants et lycéens ont manifesté globalement dans le calme à Rome, Milan, Florence, Bologne ou Gênes. Ils se sont mobilisés à l'appel de différents collectifs, pour la paix et contre le gouvernement de Giorgia Meloni, qui veut notamment augmenter le budget de la Défense et a plafonné le nombre d'élèves étrangers par classe.

A Rome, quelques échauffourées ont eu lieu lors de la manifestation rassemblant "*plusieurs milliers d'étudiants*" entre le Colisée et le ministère de l'Education, a indiqué la préfecture de la capitale italienne.

Quelques milliers de lycéens et étudiants ont aussi manifesté à Turin (nord), accompagnés de professeurs demandant notamment des hausses de salaires et des recrutements. Certains d'entre eux se sont interposés entre des jeunes et la police, qui a répondu à des jets de pierres en faisant usage de canons à eau et de gaz lacrymogène, a constaté un photographe de l'AFP.

Une dizaine de lycées sont déjà occupés à Turin, avec des appels à faire "*comme en France*", selon la presse locale. "*Le monde est à nous*", clamait (en français) une pancarte à Turin.

"*L'Italie se trouve dans une crise économique et sociale dramatique*", a déclaré à l'AFP le secrétaire général du grand syndicat CGIL, Christian Ferrari. "*Le coût de la vie est insoutenable, notre système productif perd des morceaux chaque jour, il y a une urgence climatique...*"

"*Notre objectif est de placer au centre de la campagne électorale les conditions matérielles de vie et de travail des Italiens*", a souligné le syndicaliste.

Une nouvelle manifestation nationale sur l'"*insoutenable coût de la vie*" est prévue samedi 17 octobre à Rome.

Le syndicat USB (minoritaire) a appelé de son côté à une grève générale le 30 octobre.

Si les vagues d'inflation consécutives à la pandémie de Covid-19 puis aux tensions géopolitiques ont touché toute l'Europe, elles ont eu un impact particulièrement fort en Italie, où les salaires et la productivité stagnent depuis plusieurs décennies.

L'inflation a connu une nette accélération en septembre, à 4,2% sur un an, notamment à cause des prix des carburants, selon l'Institut national des statistiques (Istat).

A quelques mois des élections parlementaires, prévues pour le printemps 2027, cette question du pouvoir d'achat devient de plus en plus brûlante.

Etats-Unis.

Trump met un coup d'arrêt aux sanctions contre la Russie, au grand désarroi de l'Ukraine - Courrier International 17 octobre 2026

"Cette fois, la rupture semble bien réelle", commente *The New York Times*.

Les annonces du 16 octobre illustrent le revirement du républicain, confirme *The Wall Street Journal*. Courrier International 17 octobre 2026

J-C - Quand le *Courrier International* écrit que *The New York Times* est un "journal de centre gauche", il faut lire que tous les deux représentent l'extrême centre de gauche !

Russie.

Poutine : la République populaire de Lougansk est entièrement sous le contrôle des troupes russes - RT 16 oct. 2026

Le président russe Vladimir Poutine s'est rendu dans la zone de l'opération militaire spéciale pour recevoir les rapports de ses commandants. Il a déclaré que 310 localités avaient été libérées depuis le début de l'année et que la création d'une zone de sécurité à la frontière avec l'Ukraine progressait.

Réuni le 16 octobre avec les principaux responsables militaires au poste de commandement auxiliaire du groupement unifié des forces, le président russe Vladimir Poutine a fait le point sur la situation en Ukraine, en particulier à partir du rapport du chef d'état-major général russe Valéri Guérassimov. Le président a affirmé que la République populaire de Lougansk restait entièrement sous contrôle russe. Il a ajouté qu'un peu plus de 10 % du territoire de la République populaire de Donetsk et 16,5 % de la région de Zaporojié demeuraient aux mains des forces ukrainiennes. Il a souligné que la prise de contrôle de l'ensemble de cette république restait l'un des principaux objectifs de l'opération militaire spéciale. Vladimir Poutine a mis en avant l'avancée des forces russes sur tous les axes.

« L'offensive des unités et formations des forces armées se poursuit sur toute la ligne de front, et le rythme de progression s'est considérablement accéléré », a-t-il déclaré. Selon son bilan, les forces

russe ont pris le contrôle d'environ 6 500 km² et de 310 localités depuis le début de l'année. Le chef d'état-major général a indiqué que, depuis le 1er septembre, 92 localités et plus de 1 800 km² étaient passés sous contrôle russe.

Gaz : la Russie prête à contribuer au «développement global des secteurs énergétiques des pays africains» - RT 17 oct. 2026

«Nous proposons non seulement la fourniture de ressources et d'équipements, mais aussi le développement global des secteurs énergétiques des pays africains», a déclaré le ministre russe de l'Énergie, Sergueï Tsvilev, en marge de la Semaine russe de l'énergie, assurant que des acteurs russes de l'amont gazier étaient «prêts» à opérer en Afrique. RT 17 oct. 2026

J-C – Voilà qui va indisposer un peu plus les Occidentaux...

Etat juif d'apartheid.

Israël : des réseaux publicitaires détournés pour espionner des centaines de millions d'internautes - RT 17 oct. 2026

Une entreprise israélienne spécialisée dans la publicité numérique aurait utilisé un vaste réseau de publicités en ligne pour surveiller des internautes et faciliter le piratage de leurs appareils, selon deux enquêtes publiées le 15 octobre par le Citizen Lab, un groupe de recherche canadien spécialisé dans la cybersécurité, et Confiant, une société américaine spécialisée dans la sécurité publicitaire.

Baptisée Discover-Tech, la société aurait exploité les infrastructures publicitaires de plusieurs grandes plateformes, dont Google, Comcast et le russe Yandex, pour diffuser des annonces permettant de repérer et de suivre l'activité des utilisateurs. Selon le Citizen Lab, ces publicités ont été diffusées sur plus de 120 000 sites web et 75 000 applications.

Le dispositif reposait notamment sur des annonces en apparence ordinaires, faisant la promotion de produits tels que des téléphones ou des écouteurs. Leur simple chargement sur une page web ou dans une application pouvait déclencher des mécanismes de collecte de données, sans nécessiter de clic de la part de l'utilisateur. Certaines publicités auraient également permis de récupérer des numéros de téléphone ou de faciliter l'installation de logiciels espions.

Les annonces associées à Discover-Tech auraient également été diffusées sur des réseaux sensibles. Selon Confiant et le Citizen Lab, ceux-ci comprenaient notamment des environnements liés au Pentagone, à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à la Cour pénale internationale, aux Nations unies et à l'Otan. Les chercheurs signalent aussi une présence importante de ces publicités dans les territoires palestiniens.

Les révélations ont entraîné des mesures de plusieurs acteurs du secteur. Google a annoncé avoir exclu Discover-Tech de ses plateformes publicitaires pour violation systématique de ses règles d'utilisation. IAB Europe, une organisation professionnelle du secteur de la publicité numérique, a suspendu son statut de fournisseur agréé après un audit ayant relevé des manquements à ses politiques.

Beeswax, une filiale technologique publicitaire de Comcast, a également retiré l'entreprise de sa plateforme. D'autres acteurs ont suspendu ou bloqué ses accès dans le cadre de leurs propres contrôles.